Leçon : Dimanche sanglant

2e activité de la leçon : Sources primaires écrites

**SOURCE no 1 : Extrait de « The Compassionate Rebel: Ernest E. Winch and His Times », par Dorothy G. Steeves (1960)**

Les pétitions envoyées aux gouvernements fédéral et provincial… restèrent sans effet. Après un mois de rassemblements populaires, de « quêtes des boîtes de conserve » et de mendicité pour pouvoir manger, environ 1200 hommes décidèrent d’attirer l’attention du public sur leur situation désespérée de manière inédite. Ils se rendirent en masse et de façon ordonnée à l’hôtel Georgia, à la Galerie d’art et au Bureau de poste, s’assirent par terre et y restèrent. Ce fut la fameuse Grève des bras croisés des chômeurs de Vancouver. Après plusieurs jours, on les persuada de quitter l’hôtel Georgia en leur offrant une prime temporaire de 500 $, mais ils continuèrent d’occuper les autres bâtiments pendant quatre semaines. Intrigués, la plupart des Vancouvérois se montrèrent secourables. Des femmes leur apportaient à manger et le Mother’s Council, auquel 17 organismes de femmes étaient affiliés, prit en charge un grand nombre de leurs besoins. Les occupants du Bureau de poste publièrent une petite gazette amusante, qui fut imprimée pour eux par des sympathisants et distribuée au public. C’était une bonne publicité. Sur la manchette, on pouvait lire :

*Ce journal n’est ni publié ni payé par le ministère du Travail du gouvernement de la Colombie-Britannique.*

Les éditoriaux décrivaient la situation des hommes et réclamaient un programme de travail généralisé. La rubrique humoristique « Nouvelles-éclairs du Bureau de poste » suscitait l’hilarité :

*On peut admirer de nombreuses œuvres d’art lorsque les marins enlèvent leur chemise.*

*Les grévistes des bras croisés préféreraient se les décroiser.*

*L’air est devenu considérablement plus respirable depuis l’arrivée d’une livraison de chaussettes neuves.*

*Cette semaine, le département des commissaires servira le sandwich Pattullo : deux tranches de pain plaquées l’une sur l’autre.*

Et ainsi de suite… C’était divertissant, mais ça ne pouvait pas durer. Cependant, les affaires du Bureau de poste étaient florissantes et la Galerie d’art attirait un grand nombre de visiteurs, qui ne venaient pas pour voir les tableaux. Les employés des deux bâtiments entretenaient d’excellents rapports avec les hommes. Les gens leur apportaient des radios, des couvertures et des livres. Du linge séchait sur des cordes et il régnait une ambiance bon enfant.

Les autorités enrageaient, car elles se sentaient déjouées. Comme le fit remarquer le directeur de police Foster, elles ne pouvaient pas arrêter les hommes dans la mesure où aucun délit n’avait été commis. Aussi organisèrent-elles secrètement une descente de police et une expulsion par la force. Le dimanche 19 juin 1938, à 5 h du matin, des voitures de police équipées de bombes de gaz lacrymogène arrivèrent devant la Galerie d’art et le Bureau de poste. On annonça aux hommes qu’ils avaient vingt minutes pour vider les lieux. Harold Winch se trouvait à la Galerie d’art, car il avait été prévenu et s’était précipité sur place. Il supplia les grévistes de sortir sans faire d’histoires et de ne pas endommager les œuvres d’art. Une fois les bombes lâchées, ils se dispersèrent sans problèmes, bien que certains furent gravement affectés par le gaz. Ce fut toute une autre affaire au Bureau de poste, où toutes les vitres du rez-de-chaussée furent brisées une fois le gaz libéré et les hommes sortirent en trébuchant pour se retrouver précipités dans une scène de violence et de bagarres effroyables, l’une des pires jamais vue dans la ville. Les chômeurs se battaient avec leurs poings et des gourdins improvisés contre les agents de police, qui faisaient pleuvoir sur eux des coups de cravache et de matraque sans pitié. Il y eut des blessés graves dans les deux camps. Steve Brodie, le chef de la grève, fut presque battu à mort avant d’être secouru par un sergent de la GRC. Rendus fous par l’attaque au gaz et les coups, les hommes dévalèrent les rues Cordova et Hastings et, poursuivis par la police, brisèrent des centaines de vitrines de magasins. Enfin, ils se réfugièrent dans le Ukrainian Labor Hall, où des bénévoles leur donnèrent à manger et pansèrent leurs blessures.

Au cours d’une réunion d’urgence de la direction de la CCF et des députés provinciaux, la manière de l’expulsion fut qualifiée de « brutale, inhumaine et épouvantable ». La différence d’attitude et de comportement entre la police municipale sous la direction du chef Foster et la GRC, qui avait été chargée de l’expulsion au Bureau de poste, fut soulignée. Dans sa déclaration, la CCF exigeait la démission de toute la Législature, car la manière de l’expulsion constituait « une grave atteinte à l’intelligence et à l’intégrité de chaque membre de la Chambre. »

Mais cette journée était loin d’être terminée. Après une réunion de masse dans le parc Powell, une foule de 2000 hommes se rassembla devant le commissariat de police pour exiger la libération des 22 hommes arrêtés. Une fois de plus, Harold Winch fit preuve de bon sens lorsqu’il parvint à grimper sur une voiture au milieu de la foule hurlante et exhorta les gens à rentrer chez eux : « Nous avons déjà eu une émeute ce matin – nous n’en voulons pas une autre, » lança-t-il. À minuit, il se trouvait devant le bateau en partance pour Victoria, faisant ses adieux à la délégation de chômeurs qui allait rencontrer le Conseil des ministres.

Cependant, le premier ministre provincial Patullo arriva en ville le lendemain et se réunit avec les dirigeants du Syndicat des travailleurs des camps de secours, les députés provinciaux de la CCF et un groupe de pasteurs des églises de la ville. Mais personne n’était aussi inflexible que Duff Pattullo une fois que sa décision était prise. Il refusa toutes les demandes de rations alimentaires d’urgence et autres actions. Il était d’avis que c’était à Ottawa de décider. Il déclara aux ministres : « Il y a un moment où l’on se montre trop compatissant envers les hommes. À Vancouver, ce moment vient d’arriver. »

Vingt minutes après avoir débuté, la réunion fut ajournée sans qu’aucun progrès n’ait été réalisé. Le maire Miller de Vancouver et le ministre provincial du travail accusèrent les communistes et des fauteurs de trouble d’avoir fomenté l’émeute (p. 117-118).

**SOURCE no 2 : Éditorial de journal**

**Extrait du *Vancouver Province*, 20 juin 1938**

« Mais les grévistes ne sont certainement pas les seuls à devoir être condamnés. Ils se sont montrés imprudents et mal avisés, peut-être même ont-ils cédé à des agitateurs, comme le suggère le premier ministre Pattullo. Mais qui a préparé avec zèle le terrain dans lequel ces agitateurs ont plongé leurs racines? Qui, sinon les deux gouvernements responsables – celui d’Ottawa et celui de Victoria, qui, depuis des mois maintenant, se renvoient la balle de la question du chômage entre les deux capitales?

Le bilan ne pourrait pas être pire. Les deux gouvernements ont manqué à leur parole envers les chômeurs ainsi qu’à leur parole envers la cause de la bonne gouvernance du Canada. Le gouvernement fédéral a essayé de persuader ces hommes qu’il y aurait du travail pour eux si seulement ils quittaient la Colombie-Britannique; le gouvernement provincial a offert de les aider à partir. Mais aucun des deux n’a seulement songé à prendre la peine de leur suggérer où trouver du travail. Et les hommes, ce qui est bien normal, ont pensé qu’on les bernait et ont refusé de partir… »

**SOURCE no 3 : Témoignage personnel de Steve Brodie**

**Steve Brodie, « Dimanche sanglant »** – tiré de *Fighting Heritage* par Sean Griffin (Vancouver : Tribune Publishing Company, 1985), p. 90-91 (fn 2).

« Une proclamation a été lue nous ordonnant de retourner chez nous, car il avait été déclaré que nous constituions un attroupement illégal. Si nous refusions de nous en aller, nous serions expulsés de force. J’ai immédiatement signalé au major Hill [le commandant divisionnaire de la GRC] que, comme nous étions encore plus désireux que lui d’éviter des dommages matériels et envers nos personnes, puisque nous avions été déclarés illégaux, nous allions nous mettre nous-mêmes en état d’arrestation. Pour être sûr qu’il n’y aurait pas de malentendu, j’ai demandé aux hommes s’ils se soumettaient à une arrestation de leur plein gré. Leur “oui” retentissant fit trembler le bâtiment. Je me retournai vers Hill et lui dit, “Monsieur, nous sommes désormais vos prisonniers.” Il me répondit, “Je n’ai reçu l’ordre d’arrêter personne,” sur quoi je lui fis une courte leçon juridique, lui rappelant que, comme il n’était qu’un policier, il n’avait pas le droit reconnu par la loi de punir. C’était là, lui assurai-je, le rôle de nos tribunaux et je lui demandai de nouveau d’accomplir son devoir comme l’exigeait la loi et de nous placer en état d’arrestation. Je lui proposai de me rendre avec les hommes à l’endroit qu’il désignerait où nous attendrions un procès par magistrat. Lorsqu’il refusa, je demandai la même chose à l’inspecteur Grundy de la police municipale. Sa seule réponse fut, “Nous sommes ici pour vous faire circuler une fois que vous serez dans la rue. Il n’y aura pas d’arrestations.”

**SOURCE no 4: Témoignage personnel de Maurice Rush**

**Steve Brodie, « Dimanche sanglant »** – tiré de *Fighting Heritage* par Sean Griffin (Vancouver : Tribune Publishing Company, 1985), p. 106-107

“Je n’oublierai jamais la scène à l’Ukrainian Hall. La pelouse à l’extérieur et la moindre surface disponible à l’intérieur étaient occupées par des hommes blessés et gazés. Des couvertures et des pansements, recueillis pour des secours médicaux qui devaient être envoyés en Chine, furent apportés de toute urgence. Des membres de la LJC et d’autres organismes s’occupaient des blessés et mirent sur pied une cuisine pour nourrir les hommes.”

bctf /ufcw1518